

ÉLISABETH DUPOIRIER*

GÉRARD GRUNBERG*

L'ANNÉE BALLADUR

La chronique de l'opinion publique en 1993 tourne autour d'un personnage central, Édouard Balladur. Le rejet durable de la gauche, la perte de crédit des partis politiques, et donc de leurs principaux leaders, la crise économique persistante qui conduit une opinion résignée et inquiète à se ranger derrière l'homme qui lui paraîtra capable d'affronter celle-ci, tous ces éléments se sont conjugués en 1993 pour faire du nouveau Premier ministre l'homme de la situation aux yeux des Français.

LE REJET SOCIALISTE

1993 se présente pour les socialistes comme une « année noire ». S'ouvrant sur la chronique d'une défaite annoncée qui se traduira par le naufrage électoral de mars¹ – 17,6 % des voix ; 57 sièges à l'Assemblée –, l'année s'achève sur la confirmation du rejet du pouvoir socialiste.

A la différence de 1986, les socialistes abordent l'échéance législative dans les pires conditions. La popularité moyenne du président entre janvier et mars est, selon le baromètre SOFRES, de douze points inférieure à celle dont il bénéficiait au premier trimestre de 1986 : 32 % au lieu de 44 % (*tableau 1, voir page suivante*). La popularité du Premier ministre, chef de la campagne électorale des socialistes, s'établit à 37 % selon BVA (*tableau 2, voir page suivante*). Le bilan de la gestion gouvernementale est désavoué par 68 % des Français (contre 22 %), alors que celui présenté à la veille des élections législatives de 1986 trouvait autant de défenseurs (42 %) que d'adversaires (45 %). Une majorité de l'opinion considère d'ailleurs que le maintien au pouvoir des socialistes serait « une mauvaise chose pour eux » (51 % contre 23 %), alors que les avis restaient partagés sur ce point à la veille de l'alternance de 1986 (32 % de jugements

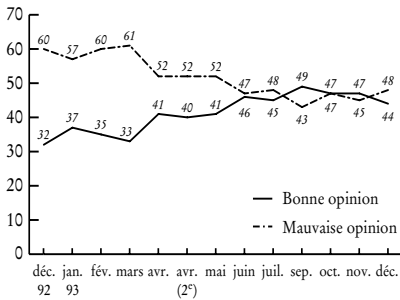
143

* Elisabeth Dupoirier est directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, et directeur de l'Observatoire interrégional du politique ; Gérard Grunberg est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, Centre d'étude de la vie politique française.

1. Voir Philippe Habert, Pascal Perrineau, Colette Ysmal (ed.), *Le Vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Presses de la FNSP, 1993.

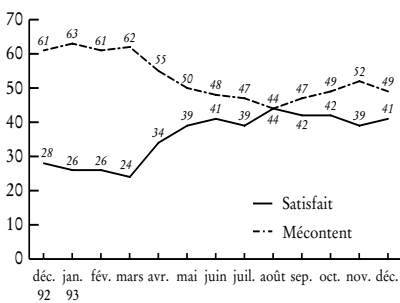
Tableau 1 – Les baromètres de popularité du président de la République

« Quelle opinion avez-vous de François Mitterrand en tant que président de la République ? » (BVA/Paris Match)



144

« Êtes-vous satisfait ou mécontent de François Mitterrand comme président de la République ? » (IFOP/Journal du dimanche)



« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à François Mitterrand pour résoudre les problèmes qui se posent en France ? » (SOFRES/Figaro Magazine)

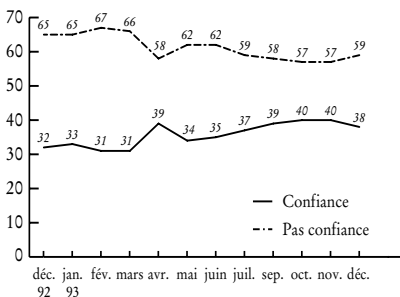
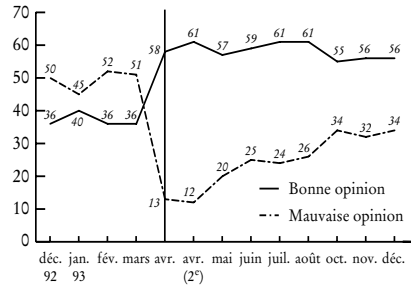
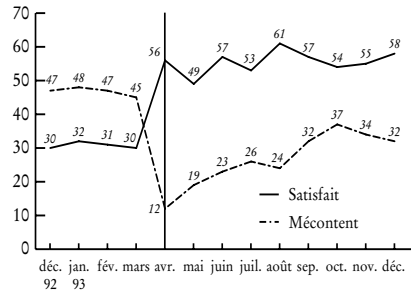


Tableau 2 – Les baromètres de popularité des Premiers ministres*

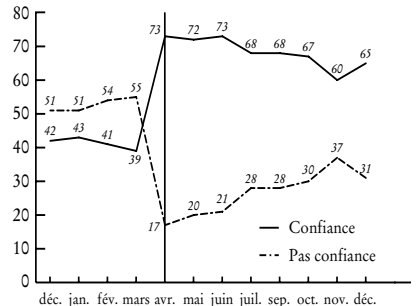
« Quelle opinion avez-vous de ... en tant que Premier ministre ? » (BVA/Paris Match)



« Êtes-vous satisfait ou mécontent de ... comme Premier ministre ? » (IFOP/Journal du dimanche)



« Faites-vous confiance, plutôt confiance ou pas du tout confiance à ... pour résoudre les problèmes qui se posent en France ? » (SOFRES/Figaro Magazine)



* Pierre Bérégovoy jusqu'en mars 1993 ; Édouard Balladur depuis avril 1993.

Tableau 3 – *Les reproches adressés à la gauche après sa défaite (SOFRES)*

« Parmi les reproches suivants qui ont parfois été faits à la gauche au cours de ces dernières années, quels sont ceux qui vous paraissent les plus justifiés ? »

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SE DÉCLARENT PROCHES DE LA GAUCHE
La montée du chômage	77	69
L'augmentation du nombre d'immigrés	50	38
L'amnistie des fausses factures	46	40
L'accroissement des pauvres et des exclus	42	43
L'augmentation des inégalités	34	29
La signature du traité de Maastricht	22	17
La politique en matière de formation et d'éducation	15	14
La suppression de l'indexation des salaires	10	10
L'abandon du service public laïc de l'école	9	13
La participation à la guerre du Golfe	8	10
La réhabilitation du profit et de la Bourse	6	8
Le maintien de la force nucléaire française	5	7
Sans opinion	3	4
	%*	%*

145

* Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

négatifs pour 33 % de positifs)¹. Dans ces conditions, le vote sanction prend une ampleur encore inégalée : 64 % des électeurs veulent manifester en mars 1993 leur opposition au gouvernement, au lieu de 51 % aux élections régionales de 1992 et 46 % aux législatives de 1986².

A l'heure des bilans, les critiques se focalisent sur l'échec social – chômage, exclusion, montée des inégalités – et moral – l'amnistie –, ainsi que sur la question de l'immigration. Elles épar-

gnent en revanche, comme le note Olivier Duhamel³, les politiques qui relèvent « du virage réaliste de la gauche au pouvoir » dans le domaine de l'économie et de l'éducation (*tableau 3*). Les Français reprochent aux socialistes de ne plus incarner les valeurs qui, selon eux, définissent la gauche prioritairement, à savoir l'idéal social – que 77 % associent à la gauche mais que celle-ci n'incarne que pour 30 % d'entre eux – et les droits de l'homme – que 63 % jugent une

1. SOFRES/*Le Figaro*, « La perspective des élections législatives et l'image des socialistes au pouvoir », janvier 1993.

2. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « La situation pré-électorale à trois semaines des élections législatives », février 1993.

3. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « L'identité et la reconstruction de la gauche après sa défaite », juin 1994. Voir aussi, sur ce point, Olivier Duhamel, « La disgrâce de la gauche », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1994*, Seuil, 1993.

valeur de gauche mais dont 41 % font crédit à la gauche d'aujourd'hui¹.

Cette déception place le Parti socialiste en position de grande faiblesse. Sa cote s'établit à la SOFRES au point moyen le plus bas depuis 1981 : 34 % sur l'année, soit un recul d'encore trois points par rapport à 1992². S'il a regagné huit points de bonne opinion entre mars et décembre, à cette date il ne dépasse pas son niveau de janvier 1993 (36 % de bonnes opinions). Le « big bang » de Michel Rocard, l'autocritique du parti à Lyon, la rénovation mise en œuvre par la nouvelle direction n'ont pas été suffisants pour restaurer son image à l'automne 1993. Parmi dix qualificatifs proposés pour juger le PS, cinq, tous négatifs, sont cités en tête : pour 54 % des personnes interrogées, il apparaît « usé » ; 43 % lui reprochent de « ne fonctionner vraiment qu'au moment des élections », et encore 40 % trouvent qu'il « n'est plus vraiment à gauche ». Ces trois principaux reproches sont aussi ceux que lui adressent le plus souvent ses propres sympathisants.

Le discrédit socialiste n'épargne pas François Mitterrand. A la différence de 1986, l'ouverture de la cohabitation n'entraîne pas de remontée sensible de sa popularité : en 1986, le président avait retrouvé deux mois après l'installation du nouveau gouvernement une popularité positive, sa cote passant à la SOFRES de 46 % en février à 56 % en mai ; en 1993, le gain de popularité sur la même

période n'est que de trois points au lieu de dix, et le score demeure en mai nettement négatif (34 % pour 31 % en février). Au total, la popularité moyenne de François Mitterrand en 1993 s'établit à 36 % à la SOFRES, 41,4 % à BVA et 36,4 % à l'IFOP, soit des résultats à peine meilleurs que ceux enregistrés en 1992.

LE CLIMAT DE CRISE

La crise de la représentation persiste

Dans notre chronique de l'an passé³, nous avons montré que les Français, en exprimant leur volonté de sanctionner les socialistes, exprimaient plus largement une critique de la classe politique. Nous venons de caractériser les raisons et l'ampleur du rejet de la gauche en mars dernier. Ce rejet n'a pas, à lui seul, fait disparaître cette crise de la représentation, même si l'alliance UDF-RPR a remporté une victoire écrasante. Interrogés en mai 1988, en mai 1990 et en octobre 1993 sur ce qu'ils éprouvent lorsqu'ils pensent à la politique, les Français, ayant à choisir entre quatre qualificatifs positifs – enthousiasme, espoir, respect, intérêt – et quatre qualificatifs négatifs – ennui, méfiance, peur et dégoût – (plusieurs réponses étant possibles), expriment une vision de la politique plus négative en octobre 1993 que lors des deux enquêtes précédentes⁴ (tableau 4). Par ailleurs, 38 % des personnes interrogées estiment en octobre 1993 que les élus et les dirigeants

146

1. SOFRES/La Marche du siècle/*Le Monde*, « Les jugements des Français sur la gauche, les socialistes et Michel Rocard », octobre 1993.

2. Baromètre SOFRES/*Le Figaro Magazine*.

3. Voir Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, « Chronique de l'opinion 1992 : les crises de confiance », *Pouvoirs*, n° 65, avril 1993.

4. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Les Français, la politique et la représentation », octobre 1993.

Tableau 4 – *La représentation de la politique dans les enquêtes de la SOFRES*

« Quand vous pensez à la politique, pouvez-vous me dire ce que vous éprouvez ? »

	RAPPEL ENQUÊTE MAI 1988		RAPPEL ENQUÊTE MAI 1990		OCTOBRE 1993
de l'enthousiasme	4	} 102	1	} 56	1
de l'espoir	49		20		24
du respect	15		8		7
de l'intérêt	34		27		22
de l'ennui	19	} 85	24	} 103	23
de la méfiance	48		47		57
de la peur	10		11		15
du dégoût	8		21		18
Sans opinion	4		4		2
	%*		%*		%*

147

* Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

politiques sont plutôt honnêtes, tandis que 52 % les jugent corrompus (en octobre 1992 ces proportions étaient respectivement de 34 % et 53 %).

A cette vision toujours majoritairement négative de la politique, correspond la popularité relativement faible de la plupart des leaders politiques. En dehors d'Édouard Balladur qui, dans la cote d'avenir de la SOFRES¹ comme dans la cote de confiance de BVA², est largement et continûment en tête du palmarès (avec une moyenne sur huit mois de 54 % d'opinions positives pour BVA et 71 % d'opinions positives pour la SOFRES), les seules personnalités qui dépassent 50 % d'opinions positives pour la SOFRES et 40 % pour BVA sont Simone Veil, Jacques Delors et Charles Pasqua. A l'exception de ce dernier, il s'agit de leaders qui n'ont pas une image

partisane affirmée. Quant aux leaders des trois grands partis, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard, leur cote moyenne d'avenir est de 37 %, 32 % et 37 % pour la SOFRES, et leur cote de confiance de 36 %, 34 % et 28 % pour BVA.

La perception d'une aggravation de la crise économique

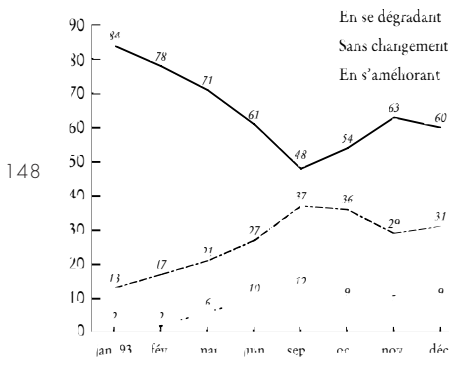
Le moral des Français était au plus bas en 1992 et au début de 1993. L'alternance de mars ne produit pas un regain durable d'optimisme, l'angoisse du chômage est toujours présente. Interrogés en septembre 1993 sur les signes les plus caractéristiques de la crise économique actuelle, les Français mettent largement en tête les difficultés des jeunes diplômés à trouver du travail (51 %), et le développement des licenciements expéditifs

1. Baromètre SOFRES/Le Figaro Magazine.

2. Baromètre BVA/Paris Match.

Tableau 5 – *Le baromètre Louis Harris/ Valeurs actuelles de perception du climat économique*

« Du point de vue du climat économique et social, avez-vous le sentiment que la situation en France va plutôt en s'améliorant, plutôt en se dégradant ou reste sans changement ? »



(33 %)¹. En décembre 1992, 34 % des personnes interrogées estimaient qu'il y avait dans leur famille un risque de perte d'emploi. Elles sont encore 28 % à faire la même réponse en novembre 1993². La polarisation de l'opinion sur la question de l'emploi se lit à travers l'évolution des réponses concernant les préoccupations relatives à l'activité professionnelle en général. Tandis que la crainte pour

l'emploi passe chez les personnes interrogées de 59 % en 1992 à 61 % en novembre 1993, les autres préoccupations – augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, intéressement, diminution de la durée du travail et extension des droits d'expression dans l'entreprise – reculent globalement³ (de 113 % en 1988 à 97 % en 1992, puis à 61 % en novembre 1993). Cette angoisse du chômage colore l'appréciation de la situation économique générale. Selon CSA, 79 % des Français pensent que la crise sera durable⁴. Selon la SOFRES, 20 % des Français seulement estiment que le pays sortira de la crise d'ici à deux ans, tandis que 33 % pensent que la crise durera encore au moins trois années, et que 39 % pensent que la crise va durer très longtemps⁵. Le baromètre Louis Harris/ *Valeurs actuelles* de perception du climat économique et social montre que la décre de pessimisme observée pendant les trois premiers mois de la cohabitation n'a pas survécu à l'annonce des mauvais résultats du chômage d'octobre. La perception d'une dégradation du climat économique est de nouveau partagée par six Français sur dix en décembre (tableau 5). Et l'indicateur d'optimisme/pessimisme de la SOFRES⁶ montre que le pessimisme (« Les choses ont tendance à aller plus mal ») demeure presque aussi élevé à la

1. SOFRES/*La Tribune Desfossés*, « Les Français dans la crise économique », septembre 1993. Voir aussi Élisabeth Dupoirier, « Les Français à l'épreuve de la crise », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1994*, Seuil, 1993.

2. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Le climat économique et social vu par les Français », novembre 1993.

3. Plusieurs réponses possibles.

4. CSA/*Le Parisien*, juin 1993.

5. SOFRES/*La Tribune Desfossés*, « Les Français dans la crise économique », septembre 1993.

6. Baromètre SOFRES/*Le Figaro Magazine*.

fin de l'année 1993 (74 %) qu'à la fin de l'année 1992 (77 %).

Partageant ainsi en majorité une vision pessimiste à long terme de la situation économique, les Français font montre d'une certaine résignation face à l'avenir. 55 % des personnes interrogées en novembre 1993 par la SOFRES, contre 48 % en décembre 1992, se situent parmi « les gens prêts à faire des sacrifices et à renoncer au moins provisoirement à leurs revendications », tandis que 33 % contre 38 % en 1992 se classent parmi « ceux qui ne sont pas prêts à faire des sacrifices et qui veulent lutter sans attendre pour leurs revendications »¹. Ceci s'accompagne d'une tendance générale au repli sur soi, qui se traduit notamment par une montée des craintes à l'égard de la construction européenne. L'enquête de l'IFOP pour *L'Express* en septembre 1993 traduit bien cet état d'esprit. 72 % des personnes interrogées ne pensent pas que l'ouverture des frontières favorisera le recul du chômage. 59 % pensent que la construction européenne met en danger notre système de protection sociale, 59 % jugent que l'Europe profitera plus aux Français aisés qu'aux Français modestes, 80 % déclarent qu'il faut d'abord résoudre les problèmes français avant de s'engager plus avant dans la construction de l'Europe. Et pourtant 57 % pensent que la France a plus à gagner qu'à perdre dans la construction européenne. Ici encore le pessimisme et la tentation du repli se combinent avec une certaine résignation devant le caractère inéluctable des évolutions en cours.

ÉDOUARD BALLADUR, L'HOMME DE LA SITUATION

Dans cet environnement économique et social très défavorable pour l'action gouvernementale, la popularité d'Édouard Balladur prend un caractère apparemment paradoxal. Mais le paradoxe disparaît si l'on considère que ce n'est pas en dépit du mauvais climat actuel, mais à cause de lui, que l'actuel Premier ministre jouit d'une forte popularité.

La popularité d'Édouard Balladur est en effet le phénomène le plus marquant de l'état de l'opinion en 1993 (tableau 2). Elle frappe par son niveau et sa résistance. Comparée à celle des précédents Premiers ministres entrés en fonction au lendemain d'élections législatives depuis 1981 (Pierre Mauroy, Jacques Chirac, Michel Rocard), elle est la plus élevée à l'entrée en fonction. Elle l'est encore après six mois passés à Matignon : 67 % à la SOFRES, 55 % à BVA et 54 % à l'IFOP. L'effritement de la popularité est également moindre au bout de six mois que ce n'était le cas pour Pierre Mauroy et Michel Rocard. En revanche, la comparaison avec Jacques Chirac donne l'avantage à ce dernier. Cette comparaison est la plus significative puisque l'un et l'autre arrivent aux affaires après des élections législatives ayant lieu à leur date normale, toutes les deux au mois de mars, et entraînant une alternance. Entre mars et décembre 1986, Jacques Chirac perd quatre points à la SOFRES, en gagne un à BVA, tandis qu'Édouard Balladur, entre mars et

149

1. SOFRES/Groupe de journaux de province, « Le climat économique et social vu par les Français », novembre 1993.

décembre 1993, en perd huit à la SOFRES et cinq à BVA.

Le phénomène Balladur s'explique par la rencontre d'un homme et d'une situation : situation politique où il apparaît d'emblée comme le praticien habile de la cohabitation, comme l'homme de la nouvelle majorité capable d'éviter la crise politique tout en se montrant déterminé à conduire la politique attendue par les Français ; situation économique où les qualités personnelles que lui reconnaît l'opinion sont de nature à le rassurer en cette période d'angoisse et de pessimisme.

150

Le praticien habile de la cohabitation

Les Français se rallient plus tardivement qu'en 1986 à l'éventualité d'une nouvelle cohabitation¹. A trois mois de l'échéance, 51 % d'entre eux (contre 41 %) souhaitent que François Mitterrand démissionne en cas de victoire UDF-RPR, alors que six mois avant l'alternance de mars 1986 le souhait de voir le président demeurer en fonction était déjà majoritaire (51 % contre 35 %). Cependant, comme en 1986, la tendance au ralliement à la cohabitation se fera au fur et à mesure que l'échéance se rapprochera et que la figure d'un Premier ministre se formera aux yeux des électeurs de l'opposition. A la veille des élections, 62 % des Français (65 % en mars 1986) souhaitent que le RPR et l'UDF acceptent de gouverner sous la présidence de François Mitterrand. Sur-tout, cette acceptation de la cohabita-

tion s'accompagne d'un souhait majoritaire de suprématie politique de la coalition gagnante plutôt que du président de la République : 55 % des Français (au lieu de 36 % en 1986) veulent que le véritable chef de l'exécutif soit le futur Premier ministre, plutôt que François Mitterrand (32 % au lieu de 50 % en 1986).

Les jugements positifs portés sur les neuf mois d'exercice de la cohabitation – 78 % en décembre 1993 – s'expliquent par le sentiment que le souhait de suprématie politique du Premier ministre, chef de la majorité victorieuse, est respecté². Aux yeux des Français, François Mitterrand conserve la décision en matière de politique étrangère (65 %), de défense nationale (68 %), et représente la France à l'étranger (82 %). Mais Édouard Balladur est bien en charge de la politique économique (74 %), et responsable de l'administration (52 %). Selon 52 % de l'opinion, François Mitterrand n'empêche pas le Premier Ministre de gouverner, 28 % jugent même qu'il l'aide, tandis que seulement 16 % ont le sentiment qu'il le gêne. En octobre 1993, Édouard Balladur apparaît comme le « vrai chef de l'exécutif » à 58 % des Français (70 % des RPR, 64 % des UDF, mais aussi 54 % des socialistes), seuls 29 % désignent François Mitterrand (36 % des socialistes)³. En décembre 1993, 51 % des Français jugent que la cohabitation profite à Édouard Balladur plutôt qu'à François Mitterrand (26 %). Le *leadership* politique du Premier ministre est constaté

1. Voir Gérard Grunberg, « La deuxième cohabitation », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1994*, Seuil, 1993.

2. SOFRES/Groupe de journaux de province, « L'opinion des Français sur la deuxième cohabitation », décembre 1993.

3. SOFRES/*Le Figaro*/Europe 1, « L'image de François Mitterrand et de son rôle sous la cohabitation vue par les Français », octobre 1993.

4. Voir, *supra*, note 2.

par 60 % de sympathisants du PS⁴...

Au terme de neuf mois de cohabitation, 55 % des Français jugent que cette période est plutôt positive pour la France (contre 31 %), cette opinion étant partagée dans des proportions presque aussi élevées par les sympathisants du PS (62 %) que ceux de l'UDF (68 %) ou ceux du RPR (66 %). Un des ressorts de cette satisfaction est sans nul doute le rééquilibrage des pouvoirs institutionnels au sein de l'exécutif au bénéfice du chef de gouvernement. En octobre 1987, 56 % souhaitaient que la cohabitation soit une parenthèse et que l'élection présidentielle permette de revenir au fonctionnement habituel des institutions de la V^e République. En décembre 1993, ils ne sont plus que 46 % à exprimer ce souhait, tandis que 43 % (au lieu de 33 % en octobre 1987) préfèrent au contraire que la « cohabitation ait des effets durables sur le fonctionnement des institutions ». 52 % jugent que la cohabitation permet un bon équilibre du pouvoir, quand seulement 34 % dénoncent au contraire la division qu'elle introduit au sommet de l'État¹.

La primauté de l'image personnelle

C'est au moins autant à sa personnalité qu'à ses qualités de chef de gouvernement qu'Édouard Balladur doit sa popularité. Dans une étude de Louis Harris pour *Libération* d'octobre 1993, 70 % des Français en ont « une bonne opinion » comme Premier ministre, mais davantage encore comme personne (85 %). L'enquête de la SOFRES pour *Le Figaro Magazine* réalisée au même

moment montre que les deux qualités personnelles qui lui sont le plus souvent reconnues par les Français sont la confiance qu'il inspire (53 %) – dans une conjoncture de pessimisme et de tendance au repli – et l'honnêteté (43 %) – dans une période où les Français mettent en doute celle de la classe politique dans son ensemble. A ceci s'ajoute une image de chef de gouvernement. Ayant à choisir dans une large liste de qualificatifs pouvant s'appliquer au Premier ministre, les Français lui reconnaissent prioritairement trois qualités importantes : il « gouverne en préparant l'avenir » (34 %), il est loyal (28 %), et il sait communiquer (pour 26 % « il explique bien la politique du gouvernement »). Pour 71 % de l'opinion, il traite les problèmes « en cherchant de véritables solutions » plutôt qu'il ne « cherche à les éviter » (19 %)².

De surcroît l'image politique d'Édouard Balladur est aussi peu partisane que possible et la présence au gouvernement et à des positions éminentes de Simone Veil, symbole du centre, et de Charles Pasqua, symbole du conservatisme d'autorité, fait que l'équipe choisie par Édouard Balladur est perçue comme couvrant un large espace politique. Alors que, en avril 1986, 51 % des Français estimaient que le gouvernement de cohabitation était dominé par le RPR plutôt qu'équilibré entre les deux partis de la coalition (36 %), les perceptions s'inversent en 1993 : 53 % jugent en avril que le RPR et l'UDF ont une influence à peu près égale, 32 % voient une domination du RPR³.

151

1. *Ibid.*

2. SOFRES/*Le Figaro Magazine*, « L'image d'Édouard Balladur auprès des Français », octobre 1993.

3. SOFRES/Groupe de journaux de province, « L'image du nouveau gouvernement », avril 1993.

Ce sentiment majoritaire d'un gouvernement « non partisan » qui couvre un large espace du spectre politique permet à Édouard Balladur de bénéficier, à la différence de Jacques Chirac en 1986, d'une popularité qui va bien au-delà de son électorat naturel. En septembre 1986, la confiance faite à Jacques Chirac pour résoudre les problèmes de la France, qui atteignait 46 % au total, était seulement de 14 % chez les sympathisants du Parti communiste, 21 % chez ceux du Parti socialiste, 38 % parmi les écologistes, 43 % au Front national. En septembre 1993, la confiance à Édouard Balladur, partagée par 68 % des Français, est de 33 % parmi les communistes, 54 % chez les socialistes, 56 % parmi les écologistes et 63 % au Front national¹. Autre indicateur de cette large assise politique de la popularité d'Édouard Balladur : en octobre, 62 % des Français (49 % des sympathisants socialistes) estiment qu'il est « le Premier ministre de tous les Français », contre 30 % (45 % des socialistes) qui estiment qu'il est « le Premier ministre des électeurs UDF et RPR »². Au même moment, 63 % des Français estiment que la politique gouvernementale prend en compte « les intérêts de tous les Français », contre 24 % qui estiment que cette politique prend surtout en compte l'intérêt des personnes favorisées³.

On comprend bien l'alchimie complexe qui produit la forte popularité d'Édouard Balladur lorsqu'on examine les raisons que donnent les Français à

cette popularité. Chaque groupe de sympathisants politiques, à l'exception des communistes, trouve des explications qui sont congruentes avec sa propre position politique. Sa « gestion de la cohabitation », qui est l'item qui arrive en tête (44 %), est le plus cité par les sympathisants socialistes (50 %) et centristes (49 %). Arrive en deuxième position « le courage de prendre des décisions impopulaires mais nécessaires » (36 %), en tête chez les sympathisants du RPR (53 %). De même l'item « il a l'autorité nécessaire pour diriger le pays » (22 %) arrive en seconde position chez les sympathisants du RPR (36 %). Le fait qu'il bénéficie de l'affaiblissement des socialistes et de François Mitterrand arrive en troisième position, mais en première position chez les sympathisants socialistes (50 %) et chez ceux de Génération Écologie (52 %). Enfin l'idée qu'il « ne participe pas aux jeux politiques habituels » arrive en quatrième position avec 23 %, mais en première position chez les sympathisants de l'UDF (31 %) et en troisième position chez ceux du Front national (29 %)⁴.

LE BILAN DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Nous l'avons vu, le gouvernement Balladur bénéficie de sa composition politique. Les deux ministres les plus populaires sont Simone Veil et Charles Pasqua. Au baromètre BVA/*Paris Match* de décembre 1993, Simone Veil

1. Voir Alain Duhamel, « Édouard Balladur ou le retour de l'autorité », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1994*, Seuil, 1993.

2. SOFRES/*Le Figaro Magazine*, « L'image d'Édouard Balladur auprès des Français », octobre 1993.

3. Louis Harris/*Libération*, octobre 1993.

4. Voir, *supra*, note 2.

est en première position avec 62 %, et Charles Pasqua avec 59 % est en seconde position. Ce dernier apporte à la popularité du gouvernement une contribution décisive du fait de sa bonne image personnelle et de celle de sa politique de sécurité et d'immigration. 83 % estiment qu'il a de l'autorité, 80 % le disent courageux et compétent. 70 % des Français pensent que la nomination de Charles Pasqua est une bonne chose, dont près d'une moitié des sympathisants socialistes. 72 % lui font confiance pour lutter contre l'insécurité, et 77 % pour lutter contre l'immigration clandestine. Les « mesures Pasqua » sont largement approuvées : entre 52 % et 94 % selon les mesures¹.

Mai-octobre : l'approbation de l'action gouvernementale

Dans les jugements que les Français portent sur l'activité gouvernementale, deux périodes doivent être distinguées : celle qui court jusqu'à octobre est positivement jugée. A partir de novembre des signes de fragilité apparaissent.

Entre mai et octobre tous les jugements recueillis sur l'action du gouvernement lui sont favorables. Interrogés en mai sur le bilan de la situation économique publié par Édouard Balladur, les Français sont 74 % (62 % des sympathisants socialistes) à estimer que ce bilan « est très inquiétant et justifie des mesures de rigueur et des sacrifices », tandis que seulement 11 % pensent le contraire. De fait, l'opinion semble accepter les mesures prises par le gou-

vernement au lendemain de son entrée en fonction : 55 % acceptent l'augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), 90 % celle des taxes sur les alcools et 57 % le gel des augmentations de salaires des fonctionnaires. Et si une majorité, souvent courte, rejette l'augmentation du prix de l'essence et les mesures sur les retraites, 72 % estiment finalement que l'ensemble des mesures prises sont nécessaires, dont 62 % des sympathisants socialistes².

Les Français font également confiance au gouvernement pour maintenir la paix sociale (58 % contre 40 %), et ils estiment que, dans le conflit d'Air France, il fait preuve de sagesse et non de faiblesse (50 % contre 42 %)³. Ils estiment également que le gouvernement est capable de faire face à une grave crise sociale (55 % contre 35 %)⁴.

Les signes de fragilité de la fin de l'année

Deux dangers existent au moins potentiellement qui pourraient à terme fragiliser la position du gouvernement et d'Édouard Balladur. Le premier est celui d'un effritement de la confiance faite au gouvernement pour rétablir la situation de l'économie française. Selon le baromètre Louis Harris/*Profession politique*, 63 % des Français (43 % des sympathisants de gauche) jugeaient en juin dernier que le gouvernement d'Édouard Balladur allait dans la bonne direction (contre 27 %) ; en décembre, ces jugements positifs ont chuté de 13 points (50 %, 32 % des sympathisants de gauche), et 41 % (+ 11 points) des per-

1. BVA/*Le Figaro Magazine*, « L'image de Charles Pasqua et l'immigration », avril 1993.

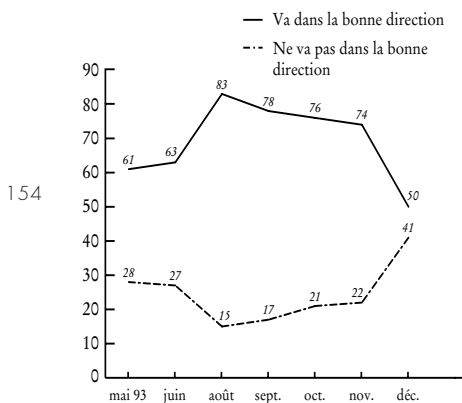
2. SOFRES/TF1, « La réaction des Français aux mesures économiques du gouvernement Balladur », mai 1993.

3. BVA/*Paris Match*, octobre 1993.

4. Louis Harris/*Libération*, octobre 1993.

Tableau 6 – *Le baromètre Louis Harris/ Profession politique de l'action gouvernementale*

« De façon générale dans son action gouvernementale, diriez-vous que le gouvernement d'Édouard Balladur va dans la bonne direction ou ne va pas dans la bonne direction ? »



sonnes interrogées ont le sentiment que l'action gouvernementale ne va pas dans la bonne direction (tableau 6). Au même moment, une enquête IFOP pour *Capital* montre que les avis sont partagés sur l'efficacité à attendre de la politique de lutte contre le chômage : 40 % pronostiquent des effets positifs mais 38 % n'attendent aucun effet, et 14 % des effets négatifs. Les sympathisants de l'UDF et du RPR sont les seuls à se montrer optimistes.

Dans ces conditions, le second danger qui guette le gouvernement Balladur est de ne plus apparaître comme le seul capable à terme de faire sortir la France

de la crise. En juin dernier, 56 % contre 40 % des Français pensaient qu'Édouard Balladur allait réussir à rétablir la situation économique ; en novembre, ils ne sont plus que 44 % contre 53 % à le penser¹. Le pessimisme est de nouveau majoritaire et 60 % (contre 32 %) des personnes interrogées dans la même enquête ont désormais le sentiment qu'« une autre politique est possible », alors qu'elles n'étaient que 47 % (contre 44 %) avant l'été. Ce doute sur l'efficacité de l'action gouvernementale s'accompagne d'un sentiment croissant (71 % au lieu de 53 % en juin) que les efforts demandés aux Français ne sont pas équitablement répartis. Sur tous ces indicateurs, le gouvernement ne bénéficie plus à l'automne que du soutien – certes massif mais exclusif – des sympathisants UDF et RPR. En sens inverse, fin décembre, 58 % des Français estiment à propos des accords du GATT que « le gouvernement a fait preuve de fermeté et n'a pas cédé aux Américains », contre 31 % qui pensent qu'« il a fait preuve de faiblesse ».

PERSPECTIVES POLITIQUES

La gauche et la droite

Après six mois de gestion gouvernementale par la coalition UDF-RPR, les Français sont convaincus de sa supériorité sur la gauche « pour conduire les affaires du pays ». Globalement, 45 % lui font confiance contre 24 % à la gauche, 23 % ne font pas de différence². Depuis dix ans que la SOFRES pose annuellement cette question, jamais l'écart de confiance en faveur de la droite

1. BVA/Paris Match, novembre 1993.

2. SOFRES/Groupe de journaux de province, « L'image comparée de la gauche et de la majorité », septembre 1993.

(+ 41 points) n'a été aussi net. Sur quinze domaines d'action gouvernementale testés, la droite détient une meilleure crédibilité que la gauche. Comparés à ceux obtenus sous la précédente cohabitation, les scores de confiance de la droite sont tous supérieurs, dans les secteurs économiques, comme dans la plupart de ceux qui concernent le social : le maintien du pouvoir d'achat (36 %, soit + 13 points par rapport à octobre 1986) ; la création d'emplois (40 %, soit + 14 points), assurer la paix sociale (35 %, soit + 14 points). La crédibilité de la gauche n'est maintenue face à la droite qu'en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, où elles font jeu égal (30 % chacune), et le maintien des avantages sociaux où la gauche est toujours mieux jugée (41 %) que la droite (30 %).

A cette crédibilité gouvernementale écrasante s'ajoute pour la droite une meilleure image politique. Elle est jugée, et de loin, plus unie que la gauche (47 % contre 8 %), porteuse de meilleures solutions pour les problèmes du pays (43 % contre 10 %), et les trois quarts des Français sont convaincus qu'elle est majoritaire dans le pays.

L'ensemble de ces observations fait ressortir une situation exceptionnellement déséquilibrée en faveur de la majorité qui conserve néanmoins un point de faiblesse : son image partisane toujours médiocre. En septembre 1993, 51 % des Français se déclarent personnellement éloignés de la majorité UDF-RPR, 40 % seulement s'en sentent proches¹. Le courant d'adhésion est donc minoritaire, inchangé par rapport à la dernière

mesure prise avant son retour au pouvoir en octobre 1992 (42 % s'en déclaraient proches contre 49 % éloignés). En termes d'attraction, la droite n'a pas pris aujourd'hui une avance décisive sur la gauche, dont 35 % des Français se sentent proches en octobre, contre 53 % éloignés.

L'horizon présidentiel

L'alternance de mars 1993 et le succès de la cohabitation porté au crédit d'Édouard Balladur bouleversent les jugements portés par les Français sur la dimension présidentielle des leaders politiques (*tableau 7, voir page suivante*). A la fin de l'année 1992, les socialistes, 155 pourtant en fort mauvaise posture de gouvernants, pouvaient encore se targuer de détenir les deux meilleurs « présidentiables » aux yeux de l'opinion, selon le classement établi par la SOFRES depuis le début du deuxième septennat. A la question « Pensez-vous que les personnalités suivantes pourraient faire un bon président de la République ? », Jacques Delors (48 %) et Michel Rocard (41 %) se détachaient nettement de Simone Veil (33 %), Jacques Chirac (35 %), Valéry Giscard d'Estaing (29 %) et Édouard Balladur (23 %). En octobre 1993, la hiérarchie est bouleversée. Édouard Balladur prend la tête des présidentiables avec 68 % de réponses positives (+ 45 points depuis octobre 1992), suivi par Jacques Delors (49 %, + 1 point), et laissant loin derrière les leaders partisans : Jacques Chirac 38 % (+ 3 points), Michel Rocard 30 % (- 9 points), Valéry Giscard d'Estaing 30 % (+ 1 point)².

1. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « L'image de la droite six mois après sa victoire », septembre 1993.

2. SOFRES/*Le Nouvel Observateur*, « La dimension présidentielle des leaders politiques », octobre 1993.

Tableau 7 – *La cote SOFRES des présidentiables*

« Pensez-vous que les personnalités suivantes feraient un bon président de la République ? »

	OCTOBRE 1993	RAPPEL OCTOBRE 1992	ÉVOLUTION 1992-1993
Édouard Balladur	68	23	+ 45
Jacques Delors	49	48	+ 1
Raymond Barre	39	35	+ 4
Jacques Chirac	38	35	+ 3
Simone Veil	35	37	- 2
Michel Rocard	30	41	- 11
Valéry Giscard d'Estaing	30	29	+ 1
Charles Pasqua	27	20	+ 7
Philippe Séguin	24	18	+ 6
François Léotard	24	21	+ 3

156

Pronostics et souhaits confirment la suprématie actuelle du RPR – et en son sein d'Édouard Balladur – face à l'échéance présidentielle¹. Les Français jugent, en novembre 1993, que c'est Édouard Balladur qui a le plus de chances d'être le prochain président de la République (38 %), 21 % désignent Jacques Chirac, 9 % Jacques Delors et 6 % Michel Rocard. L'hypothèse d'une élection du Premier ministre actuel est prioritairement retenue par les sympathisants de tous les partis politiques. Même au RPR Jacques Chirac n'est crédité que de 31 % de chances, au lieu de 48 % à Édouard Balladur. En termes de

souhaits, le Premier ministre est encore donné favori (39 %) devant les deux présidentiables de gauche, Jacques Delors (27 %) et Michel Rocard (22 %), et devant Jacques Chirac (24 %). Il bénéficie des préférences de 67 % des sympathisants UDF, encore 62 % de ceux du RPR (54 % à Jacques Chirac) et 24 % des socialistes. La gauche se révèle divisée entre les supporters de Michel Rocard (51 %) et ceux de Jacques Delors (49 %).

Au total, le décalage est impressionnant entre le consensus dans l'opinion en faveur d'une candidature présidentielle d'Édouard Balladur et la division des dirigeants de la droite. L'année 1994

1. SOFRES/TF1/Europe 1, « La perspective de l'élection présidentielle », novembre 1993.